

L'événement



18/12/05

- «Le Président est complètement guéri»
- Les nouvelles «missions» de l'OTAN
- La traque est intense

L'organisation transnationale en quête d'une nouvelle image de marque

Les nouvelles «missions» de l'OTAN

Dimanche 18 décembre 2005

Par **Mekioussa Chekir**

A l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le concept de «transformation» tient désormais lieu de leitmotiv, voire d'une finalité en soi. Créée en 1949 dans la tourmente de la guerre froide, précisément pour contrer la menace grandissante du bloc de l'Est, l'OTAN n'a eu, en réalité, de cesse de se doter de nouvelles missions dès lors que s'est considérablement amoindri son rôle initial, celui d'une force militaire de dissuasion. Les différents responsables de l'organisation ont bien reconnu que cette dernière était en quête d'une nouvelle image de marque et l'ont explicité au début du mois à des représentants de médias méditerranéens et des pays du Golfe, à la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui a eu lieu le 8 décembre à Bruxelles, siège de l'Alliance. Une nouvelle image, préciseront-ils, qui contribuerait à atténuer la connotation purement militaire que l'opinion internationale se fait de l'organisation. «La transformation est un terme indéfini qui ne concerne pas uniquement l'aspect militaire, mais bien d'autres domaines encore qui ne sont pas nécessairement inscrits dans le mandat de l'organisation», nous expliquera-t-on au siège de l'OTAN. La quête de cette transformation a donné lieu, à son tour, à deux autres concepts dans le jargon de l'organisation, ceux du partenariat et du dialogue en l'occurrence. Ce qui implique un renforcement de la dimension politique de l'Alliance. Les intérêts militaires et sécuritaires qui ont motivé, au départ, l'adhésion des pays de l'Europe de l'Ouest à l'OTAN ont ainsi, peu à peu, cédé la place au partenariat et au dialogue qui incluront même des pays de l'Europe de l'Est. Pour mieux asseoir sa présence à l'échelle internationale, l'OTAN a élargi, depuis le début de la décennie 90, son partenariat à d'autres pays de la rive sud de la Méditerranée, comme l'Algérie, le Niger, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie, l'Egypte, la Jordanie et Israël. Pour la Palestine, nous expliqueront-ils, une éventuelle adhésion poserait problème dans la mesure où il n'est pas encore considéré comme un Etat à part entière mais seulement une autorité. Ces pays ont été rejoints par d'autres du Golfe, comme le Qatar et le Koweït. En juin 2004, l'Initiative d'Istanbul, lancée à l'occasion du sommet de l'OTAN, qu'avait abrité la capitale turque, se voulait être un nouveau départ pour un partenariat plus renforcé avec l'OTAN et qui fera d'ailleurs l'objet, en novembre 2006 à Riga, la capitale de la Lettonie, d'une nouvelle évaluation.

De l'initiative au dialogue...

Le concept d'initiative finira par céder aussi le pas à celui du

dialogue. «L'OTAN est la base de notre défense collective. Elle incarne le partenariat fondamental entre l'Europe et l'Amérique du Nord et constitue le forum essentiel pour les consultations transatlantiques sur les défis de sécurité auxquels nous sommes confrontés en ce début du 21^{ème} siècle [...] L'OTAN a entrepris un processus de réforme, elle modernise ses capacités militaires pour répondre à de nouveaux besoins opérationnels, elle œuvre au travers des partenariats qu'elle a institués à étendre la stabilité, à promouvoir des valeurs communes et elle intensifie sa coopération avec d'autres organisations.» C'est ce qu'on peut, entre autres, lire dans la déclaration finale, sanctionnant la réunion du 8 décembre dernier, laquelle réunion avait servi à débattre des aspects politiques et opérationnels des opérations et autres missions menées actuellement par l'Alliance dans différents endroits de la planète. Pour autant, tient-on à clarifier au niveau de l'OTAN, l'implication de l'Alliance atlantique dans diverses sphères, y compris l'humanitaire, ne veut nullement dire que cette dernière souhaite se substituer aux prérogatives des institutions internationales telles que les Nations unies, l'Union européenne, les organismes humanitaires... L'adhésion d'autres pays à son initiative est également souhaitée comme le laisse entendre cet appel lancé par la dernière réunion des ministres des Affaires étrangères qui a convié «de nouveaux membres» à rejoindre l'espace transatlantique sous réserve, néanmoins, des «résultats qu'ils auront obtenus». Le véritable partenariat, estime-t-on à l'OTAN, est celui qui impliquerait tous les pays membres, partenaires de l'Alliance. «Les discussions avec nos partenaires vont dans le sens et la vitesse qui intéressent ces derniers», ajoutera-t-on. «Aujourd'hui, il s'agit moins d'intervenir militairement que d'appliquer la stratégie de la réponse souple [...] Car, on peut avoir les meilleures forces au monde sans pouvoir systématiquement affronter les défis actuels. A titre d'exemple, l'Islande est un pays qui ne compte aucun soldat au sein de l'OTAN mais qui contribue efficacement dans des opérations de paix dans le monde», expliquera Nicolas de Santis, responsable du dialogue méditerranéen et de l'initiative de coopération d'Istanbul au sein de l'Otan. Le concept de transformation tel que souhaité par les responsables de l'Alliance implique également la réforme de la défense qui a concrètement commencé à prendre forme au niveau des pays membres de l'organisation. Cette réforme, ajoute N. de Santis, a été imposée par les développements occasionnés sur la scène sécuritaire mondiale par les attentats du 11 septembre 2001. La lutte antiterroriste, tient, à préciser ce dernier, ne doit pas être un prétexte pour l'amalgame entre l'Islam et les auteurs des attentats, dès lors que ce sont les citoyens musulmans qui pâtissent les premiers de ce phénomène. L'engagement des pays de l'OTAN dans la lutte antiterroriste a amené les pays de l'organisation à s'impliquer également dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le trafic de drogue, souvent considérés comme des phénomènes corollaires du terrorisme. Si le champ d'intervention de l'OTAN, en matière de lutte antiterroriste, est plutôt réduit, il peut, par contre, être efficace dans le domaine du conseil et de l'information, ajoute-t-on. Interpellé par une journaliste jordanienne sur les récents attentats ayant ciblé la capitale jordanienne Amman, M. Nicolas de Santis avait rétorqué que son organisation était prête à apporter son soutien à ce pays en vue de combattre les poches de terrorisme qui menacent sa stabilité.

Du militaire aux plans civils d'urgence...

Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du Kosovo, de l'Irak, du

Pakistan ou du Soudan, l'OTAN s'y est déployée en fonction de la conjoncture de chaque pays, autant sur les plans politique, militaire, sécuritaire, voire humanitaire, à travers les «plans civils d'urgence» comme ce fut le cas après le séisme qui a touché le Pakistan en octobre dernier. Ainsi, et à l'issue de la réunion du 8 décembre, les participants ont approuvé, selon le principe du consensus, l'élargissement de la mission de l'Alliance en Afghanistan jusqu'au sud du pays. En collaboration avec la Russie, l'OTAN aura pour autre mission de lutter contre le trafic de drogue, les trois quarts de la drogue qui circulent à travers le monde étant en provenance de l'Afghanistan. 2 600 tonnes d'aides humanitaires ont, par ailleurs, été transportées par l'Otan au Pakistan depuis l'intervention de l'organisation pour venir en aide aux populations sinistrées. A défaut d'influer sur le cours politique du processus de paix dans la région du Proche-Orient, l'OTAN ayant clairement affiché son intention de ne pas s'impliquer davantage dans ce conflit, son intervention se limite à l'encouragement de la formation des policiers palestiniens en vue de la sécurisation de la région. Idem pour l'Irak où l'OTAN a refusé de s'engager, si ce n'est pour accompagner la formation des officiers et sous-officiers à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le souci de donner une nouvelle image de l'Alliance a amené ses responsables à décider, à la suite du sommet d'Istanbul, de penser à une nouvelle approche en terme de communication qui impliquerait journalistes, parlementaires, leaders d'opinions... D'où la présence de représentants de médias des pays concernés par l'initiative de coopération et de partenariat. Une présence qui témoigne également de la volonté de l'organisation atlantique d'approfondir le partenariat avec les sept pays de la Méditerranée dont ils reconnaissent la lenteur.

M. C.

Copyright © 2000 Omnium Maghrébin de Presse - La Tribune . All Rights Reserved.